



Pas d'argent ni de politique magique et pourtant :

Cette crise sanitaire et économique rend visibles des choix et des instruments de politique économique que l'on écartait jusqu'ici, par dogme, pour protéger les intérêts du capital et d'une minorité qui dirige ce système économique néolibéral dominant traduisant une forme du capitalisme actuel. De même il met à l'ordre du jour pour « le jour d'après » une nouvelle politique fiscale juste, proportionnée et solidaire pour générer une hausse des recettes pour faire fonctionner les services publics entre autres. Mais notre propos va concerner ici la socialisation¹ de la monnaie au service de la société.

Ainsi sur le plan budgétaire, les dogmes et ratios plafonnant le déficit public (3%), la dépense publique ou les dettes sur PIB ont sauté², sauf malheureusement celui du plafond d'emploi de fonctionnaires.

Le déficit budgétaire public français se chiffre pour le moment à 184 Mds (autour de 9 % du PIB). Cette politique publique est devenue incontournable afin d'éviter une crise éco-sociale et humanitaire en aidant les citoyens dans le maintien de leurs revenus (chômage partiel entre autres, ...), en aidant et soutenant les entreprises et des secteurs, et combiné avec la perte de recettes publiques (TVA rentrée d'impôts, ...) très importantes.

Il va être financé par des emprunts auprès des marchés financiers et du Mécanisme Européen de Stabilité (MES) à des taux très bas proches de zéro car **la Banque Centrale Européenne (BCE)** se porte garant de ces emprunts et elle en rachète une partie sur le marché secondaire des marchés financiers. Mais cette banque des banques (ou en dernier ressort) de l'Union Européenne (UE) possède quel argent ?

Si les Etats n'ont pas de réserves cachées « d'argent magique », une institution sise à Francfort dispose donc de ce pouvoir fantastique (la création monétaire) conféré par le politique : la BCE. Depuis la création de la zone euro, c'est elle qui gère le stock d'euros en circulation. Dès lors, pourquoi ne pas lui demander « d'imprimer de nouveaux billets » et surtout de nouvelles lignes de crédits pour financer l'endettement, libérant les Etats de la pression des marchés financiers ?

En réalité, la BCE le fait déjà depuis plusieurs années. Pas directement, car les règles européennes lui interdisent de prêter de l'argent aux Etats. Mais elle rachète des stocks de dettes d'Etat « d'occasion » aux prêteurs qui en détiennent. Conséquence : ces dettes restent désirables et rentables aux yeux des marchés, et les Etats comme la France peuvent continuer à s'endetter avec de faibles intérêts. Depuis la crise de 2008, la BCE, sous la houlette de M Draghi, a accommodé ses règles à travers une politique dite de Quantitative Easing (QE) à partir de 2015. **La BCE a déversé plus de 2700 Mds (!!!) d'euros** sur les banques et de rachat de dettes des états (2200 Mds source BCE au 31/12/2019) et d'entreprises sur le marché secondaire. (La BCE détient dans « son coffre » plus de 20% des dettes publiques de la Zone euro).-De plus celle-ci a déjà prévu de consacrer 1 110 milliards d'euros à ces tours de passe-passe rien qu'en 2020 – un chiffre multiplié par cinq en raison de la crise du coronavirus. Ajoutons que le risque d'inflation d'une telle politique monétaire ne s'est aucunement réalisé et encore plus dans le contexte actuel où l'on craint plutôt la déflation liée au double choc d'adéquation entre offre et la demande (prévision de Bercy de 0,5% d'inflation en France en 2020).

Alors pourquoi ne pas aller encore plus loin, en s'appuyant sur cette manne infinie d'argent

¹ Voir à ce sujet les propos de JM Haribey Economiste, dans Médiapart, alternatives économiques (AE) ou journal de l'Huma de fin avril à début mai sur « *entamer une «grande bifurcation» : réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie.* ». Voir note d'ATTAC aussi.

² Cf. analyse PLF rectifié 2020: http://www.snepfsu.net/outils/pol_france.php

« gratuit » pour financer les dettes existantes, mais aussi des investissements dans la santé, la protection sociale ou l'environnement, bref la transition économique-écologique et sociale ?

Ce contexte inédit de la crise liée au coronavirus montre là aussi que la seule certitude en matière économique est à inventer des solutions, sans souci des dogmes et des règles du passé. Les économistes y compris orthodoxes (dont Minc et Tirole !), les journalistes économistes de toutes sensibilités, chercheurs et politiques de tous bords portent de nombreuses **pistes** débattues sérieusement.

Pour nous celles-ci doivent être mises dans le débat public, vulgarisées et tranchées démocratiquement. Ainsi :

- La BCE pourrait racheter directement un maximum de dettes des Etats européens avec sa planche à billets, puis en alléger le poids en assouplissant la durée et le taux des emprunts, ou en renonçant carrément à se faire rembourser – ce qui reviendrait à créer de la dette perpétuelle (ou « à faire rouler la dette » de façon permanente »).

- La BCE pourrait créer un compte spécial intitulé « dette Covid 19 » pour la congeler et l'effacer à terme avec le temps (avec des intérêts à zéro.). Transformée en dette perpétuelle (de 50 à 100 ans...) (voir aussi le sujet de mutualisation des dettes à travers les « Coronabonds »).

- La BCE pourrait prêter directement aux États (taux zéro) pour financer les déficits budgétaires et besoins. **L'exemple de la banque d'Angleterre** qui a décidé de financer directement « sur une base temporaire et à court terme » les dépenses supplémentaires du gouvernement britannique liées aux conséquences de la pandémie du Covid-19 en est la preuve concrète. La FED et banque du Japon agissent de même. La BCE ne devrait-elle pas endosser ce rôle ?

Rappelons qu'une banque centrale ne doit rembourser à personne contrairement aux banques commerciales ou d'autres et elle n'a pas à être rentable. Elle doit juste inspirer confiance dans l'avenir. **Le seul obstacle reconnu par tous à toutes ces pistes est d'ordre politique (et non technique) au sein de l'Union européenne !**

D'autres pistes sont évoquées :

- Concernant une annulation des dettes des états contre l'engagement de ceux-ci de reverser les sommes qu'ils devaient en investissement pour la transition économique et écologique. Conditionner des annulations de dettes à des investissements publics, serait très bien. C'est un moyen imparable pour relancer la demande publique. Quel gouvernement n'aurait pas envie d'investir contre une annulation de dette d'un même montant ?

- Un plan de relance, « **un green deal** », de nos économies est proposé aussi au parlement européen³ (on parle de 2000 Mds), à l'identique des forces progressistes aux USA.

On le voit des alternatives existent à la petite musique que certains dirigeants et médias font entendre à savoir qu'il faudra que le monde du travail (les peuples) paye la facture. Elles sont à construire et planifier pour financer d'une part ce choc exceptionnel, touchant toutes les économies, et d'autre part pour construire une transition écologique, économique et sociale, juste et solidaire.

Mais une BCE à qui on autoriserait de verser, prêter directement aux Etats et aux entreprises, (« *Hélicoptère monnaie ou drone monétaires* » par exemple) impliquerait de revoir ou d'aménager les traités existant sur le rôle de celle-ci qui officiellement est indépendante et n'est chargée que de la stabilité des prix.

³ Itw de Aurore Lalucq le 22/04/2020 - parlement européen et le Green Deal

Or l'avis rendu⁴ par la cour suprême de Karlsruhe, l'équivalent de notre cour constitutionnelle, suite à des plaintes d'hommes d'affaires (et du parti AfD) et citoyens allemands, juge que le programme de rachat opéré des dettes publiques allemandes par la Bundesbank appliquant la politique de la BCE sur le QE de 2014 à 2018, tout en étant légal, n'est peut-être pas en conformité avec les traités européens. Cette politique de la BCE serait contraire à son rôle et surtout elle pénalise les épargnants privés (le capital privé : « *actionnaires, épargnants de polices d'assurance, ...* »). Tout est dit !

Cet avis de la cour au moment de la crise du covid 19 vient à cette heure ajouter de la crise à la crise et il sera le déclenchement ou le marqueur soit de l'éclatement de l'UE et de sa monnaie ou bien soit d'une re-visitation des règles pour une véritable UE solidaire, sociale voire écologique...

Le débat de fond⁵ crucial et à vulgariser auprès de tous les citoyens.es est bien la resocialisation et la reprise démocratique du contrôle public de la monnaie auprès de la sphère financière privée et de ses marchés afin qu'elle soit d'abord au service de l'intérêt général, donc de la société.

pascal.anger@snepfsu.net

le 7/05/202

⁴ Voir article de M Orange Médiapart du 5 mai « La Cour suprême allemande désarme la BCE »...

⁵ Avec d'autres bien sûr (fiscalité) mais aussi par exemple « la dés addiction à la focalisation sur les seuls indicateurs que serait le PIB, le taux de croissance,... Bref d'une économie comme outil au service des besoins de la société dont entre autres l'emploi et non l'inverse.